

Plongée au cœur du PS, en chantier et en plein doute

- ▶ Entre l'opposition au fédéral et la participation dans les Régions, le PS se cherche toujours.
- ▶ Coup de sonde auprès de douze responsables politiques « rouges » de premier rang, une poignée de cadre et des militants.
- ▶ Le doute est palpable, mais le chantier des idées, dont le PS espère le salut, avance : huitième édition ce samedi à Bruxelles sur la gauche européenne.

Après un an et demi de régime suédois, les socialistes s'interrogent toujours : quelle est leur place sur cet échiquier belgo-belge invraisemblable ? Passé le choc de l'éviction du fédéral, et quelques mois de dépression rentrée, les revoilà. Le doute est là, palpable, mais ils discutent sec. Confidentiellement.

Au domicile d'Elio Di Rupo, à Mons, huit d'entre eux se sont retrouvés il y a quelques semaines, confie-t-on, « longuement, pour un échange tous azimuts, en toute franchise, on a dit ce qu'on pensait, il y avait des rancœurs, on s'est expliqués ». Laurette Onkelinx, Paul Magnette, Rudy Demotte, Jean-Claude Marcourt, Jean-Pascal Labille, Marc Goblet et Thierry Bodson étaient présents, autour d'Elio Di Rupo, pour une « mise au point ». Ceci notamment : l'Action commune (l'alliance entre le PS, la FGTB et la mutualité Solidaris) avance dans le désordre. Un participant : « Je crois que Marc Goblet n'est venu qu'une fois au bureau du parti depuis 2014, et on ne peut pas dire que la FGTB nous a beaucoup aidés aux dernières élections, souvenez-vous de la campagne sur les allocations d'insertion, c'était important de s'expliquer, de parler, pour retrouver une stratégie efficace. »

Opposition au fédéral, majorité dans les Régions, comment gérer ?

En fait de stratégie, quel est le contexte général ? Rouge sombre. Paul Magnette décrit : « La gauche est dans une crise épouvantable dans toute l'Europe. On ne va pas très bien, mais c'est pire ailleurs, comme l'expliquait le politologue Pascal Delwit récemment. La gauche européenne est dans le pire état, une situation digne des années 30. En

France, la gauche est déchirée, et a trahi souvent ses valeurs. En Allemagne, elle est devenue le "junior partner", selon l'expression de D'Alema, de la coalition de Merkel. En Angleterre, il y a Jeremy Corbyn, mais j'ai peur qu'il se transforme en Tony Benn et mette le parti dans l'opposition pour 20 ans. En Italie, Renzi est fort, fait des réformes, il a du leadership mais peut-on appeler cela un parti de gauche ? Au Danemark, en Suède, ils sont limite xénophobes. Le PS belge est dans les rares exceptions européennes comme la Rhénanie, l'Andalousie, l'Emilie Romagne, le nord de la Suède, bastions historiques de la gauche forte. »

Voilà pour le contexte. Dans tout cela, comment être au pouvoir et dans l'opposition en même temps ? Elio Di Rupo tarde à tracer une « ligne ». Et la stratégie qui consiste à montrer en Région un modèle alternatif au fédéral ne prend pas, ou pas encore. Autour d'Elio Di Rupo, on trouve des circonstances atténuantes. Un responsable bruxellois : « Un gouvernement comme ça, aux mains des Flamands, c'est l'Etat CVP avec la N-VA à la place ! On a commis une erreur tactique au départ : on a sonné le tocsin, il le fallait, mais on l'a sonné trop vite. Les gens n'ont pas compris. Parce qu'ils percevront les effets des politiques plus tard. Je donne

2 ans, alors on verra que les socialistes avaient raison. » Rudy Demotte ajuste : « Au début de la législature, Laurette avait sorti les griffes, il le fallait, on le lui a reproché, et maintenant, les mêmes, j'entends ça chez les militants, disent qu'on est trop mous. » Laurette Onkelinx, précisément : « J'ai toujours su que ce gouvernement irait jusqu'au bout. Ils ont un pacte secret. La N-VA a eu des engagements pour la fin de la législature et le débat institutionnel qui suivra. Les cahiers Atoma ! Et plus on va avancer, plus

le MR va tout accepter. »

Un responsable : « Elio a du mal à passer au-delà du discours qui tend à démontrer que tout ce que le gouvernement précédent a fait était parfait. Ajoutez notre péché : les allocations d'insertion ! » Le PS ne se sent du reste pas relayé par les médias : « Si Galant avait été socialiste, elle aurait été poussée à la démission ! » Plus fondamentalement : « Il y a eu comme un changement culturel, les gens sont en colère contre le gouvernement, mais le fait de s'opposer violemment à ses décisions n'est pas populaire, c'est évident au plan syndical, les gens n'acceptent pas qu'on brûle des palettes ou qu'on bloque des autoroutes, alors qu'on l'a fait pendant des années. Il faut trouver une tonalité. Laquelle ? » Paul Magnette : « Il nous manque un combat commun, qui réunirait tous les progressistes, la réduction du temps de travail, la globalisation des revenus. »

Le fédéral difficile à négocier, les gouvernements régionaux difficiles à « vendre », où le PS peine à incarner une « alternative » ? Laurette Onkelinx conteste : « Le contrat jeune, le contrat d'insertion, c'est une politique de rupture, aucun jeune ne se retrouvera plus en chômage de longue durée. On fait la différence sur les services publics aussi : ils veulent les démanteler, on veut les développer. » Un responsable prolonge : « Il faut tenir compte du contexte : pas un fédéralisme de coopération, mais un fédéralisme préparatoire à une autre étape. Avec une concertation abolie à tous les niveaux, entre fédéral et fédérés, avec les syndicats. Le système belge n'est plus, comment vivre avec ça ? »

Rudy Demotte : « Difficile de marquer notre différence parce qu'il y a une logique de strangulation des moyens de la part du fédéral. On voudrait être plus à gauche, dans des politiques néo-

keynesiennes, mais on ne peut pas car le fédéral est hostile, c'est un énorme problème. On en est tous conscients au PS, on ne le dit pas parce qu'on ne veut pas passer pour des Calimero, alors on fait un maximum de choses positives malgré tout. » Jean-Claude Marcourt : « Il y aura un chantier sur l'identité wallonne, c'est important, on verra mieux alors qui nous sommes, où nous voulons aller. »

Elio Di Rupo plaide : « Au fédéral, c'est une soustraction : moins de Sécu, moins de services publics, et nous représentons l'alternative : nous avons déposé 185 propositions de lois et résolutions ! Dans les Régions, nous proposons un autre modèle, dans des conditions budgétaires difficiles,

on a lancé une politique de logements, un plan de digitalisation, j'en passe, on construit. »

Le Chantier des idées : ils poussent, Di Rupo modère

Majorité, opposition, fédéral, Régions, on tâtonne, on cherche la « ligne ». Le salut est-il dans le repositionnement idéologique ? Le Chantier des idées, lancé par Elio Di Rupo, représentera-t-il « le tournant » ? Tous l'espèrent. Placent la barre haut. Di Rupo reste mesuré. Il douche les ardeurs. Un responsable verrait bien les socialistes « réécrire la Charte de Quaregnon, de 1894, deux pages, rien de plus ». Un autre : « Pourquoi pas un congrès doctrinal ? Elio ne le souhaite pas, il a peur des courants, je pense pourtant que le PS pourrait aller dans cette direction. » Laurette Onkelinx : « C'est le grand

rendez-vous, il faut travailler en profondeur, prendre le temps pour dégager un projet en rupture, pourquoi pas une nouvelle Charte... » Un responsable : « Le Chantier ne sera pas réussi s'il n'est pas audacieux. Si c'est pour rester dans la liturgie classique, ça ne sert à rien, ce sera un échec. On est dans une mutation. Et on pourra juger que l'opération a réussi si les mandataires-relais

soutiennent les orientations choisies. » Un responsable : « Il faut travailler sur deux axes, qui sont les conditions de notre retour au pouvoir : la défense de la Sécurité, et la promotion de l'Etat. »

Elio Di Rupo, lui, refuse de s'enfermer dans un schéma, un délai, il recadre : « On va reformuler des propositions innovantes sur des sujets où on n'attend pas spécialement les socia-

listes, comme la numérisation, la robotisation, l'économie participative et tout ce qui va faire la réalité dans les 5 ou 10 ans. On garde nos idéaux et nos valeurs d'égalité, de fraternité, de solidarité, mais les moyens d'action doivent être adaptés. Sur le timing, je voudrais que le travail de réflexion soit terminé fin de l'année civile. On rédigera les premières publications au premier

semestre 2016. Un congrès ? Je ne sais pas. Une charte ? Je ne sais pas. C'est trop tôt, nous sommes en plein travail. »

Contexte européen, grand écart majorité-opposition, chantier des idées, Elio Di Rupo à la présidence : le PS est devant un chantier d'envergure. ■

DAVID COPPI
et BERNARD
DEMONTY

leadership Elio Di Rupo à sa place ? Il y a des sceptiques, sa popularité reste un atout

Vingt et un juillet 2014, peu après 18 heures. Le PS propose Paul Magnette à la tête du gouvernement wallon. Elio Di Rupo reste au Seize provisoirement, il garde la présidence du PS. Laurette Onkelinx choisira d'emmener les parlementaires fédéraux. Seize mois plus tard, le casting est-il contesté ? Le coup de sonde au sein du PS l'indique : il n'y a pas crise, encore moins de volonté putschiste, mais des doutes persistent, et perlent çà et là. En substance : mouillé au « Seize », où il a assumé des concessions bien peu socialistes face aux partenaires de coalition, n'aurait-il pas mieux valu qu'Elio Di Rupo s'abstienne ? L'affaire... amuse même au MR, où l'on se réjouit que Magnette ne soit pas

président du parti, Di Rupo ministre-président wallon et Laurette à la Région bruxelloise. Le casting serait raté, tout profit pour la suédoise.

Certains lieutenants du président appellent au calme. « Elio pouvait faire un autre choix, moins compliqué, moins risqué, dit Laurette Onkelinx. Il a préféré rester en première ligne, au combat. » Paul Magnette se veut aussi rassurant. « Il n'y a pas de crise, il n'y a pas de confrontation. Il y a un dialogue. J'ai plus ou moins cogéré le parti avec Elio. La succession sera négociée, ni Laurette ni moi ne sommes dans une autre approche. » Soutien aussi auprès de Rudy Demotte : « Elio a une grande faculté d'adaptation, démontrée lorsqu'il a occupé

différentes fonctions : ministre-président wallon, Premier ministre fédéral, président de parti... Il y a toujours une incroyable empathie des militants à son égard, je le vois dans les réunions dans les fédérations, il est accueilli comme aucun

autre. »

D'autres sont plus sceptiques, et voyaient Elio Di Rupo ailleurs, à Namur ou à l'Europe. « Beaucoup au PS ont douté du casting au départ, dit une figure du parti. Je voyais Elio à l'Elysette, pour emmener les francophones. Lui seul peut le faire. Il a choisi une autre voie. Elle est risquée. C'est toujours difficile de muter en stratégie d'image, et passer de l'homme d'Etat au chef de parti. Il a eu un coup de mou, mais là, je crois qu'il

est reparti. » Un autre : « Difficile de dire ce qui aurait été idéal. Elio a remis son mandat et a été renouvelé. Cela reste le mandataire numéro un du parti en termes de notoriété et d'expérience. Son passage au Seize a un peu troublé son image et l'opposition en a parfaitement joué. Les décisions difficiles, c'est de notre faute. Les allocations d'insertion, c'est nous ! » Allocations d'insertion. Le mot est lâché.

Un autre ténor : « Même si la décision a été exigée par le VLD, même si nous l'avons amendée, on ne va pas se mentir, c'est notre supplice chinois, cela nous fait un tort considérable. Elio a dû sortir, mais son "mon cœur saigne", qui n'était pas idiot, est très mal passé. »

D'autres voient moins un problème dans le casting que dans la manière dont Elio Di Rupo envisage la fonction : « Il a du mal à sortir du discours qui consiste à dire que sans la présence des socialistes au gouvernement précédent, la situation aurait été bien pire. Je pense que le chantier des idées est capital pour lui. Ça passe ou ça casse. »

« Je suis comme Bernie Sanders ! »

Des doutes, donc, pas de

condamnation. Elio Di Rupo a un argument pour lui, qui pour l'instant balaye toute forme de contestation ouverte : il reste infiniment populaire. Mais à 64 ans, avec un PTB qui monte, une mobilisation sociale qui a des ratés, certains se demandent quand même s'il ne va pas falloir changer le moteur. « Il nous mènera jusqu'aux élections, dit un cadre. Après, tout est ouvert. Mais le prochain président devra sans doute négocier la prochaine réforme de l'Etat. A mon avis, il vaut mieux que ce soit Elio avec son drapeau belge. »

Irrité quand on évoque certains sujets qui fâchent, le président du parti reste zen quand on évoque ces doutes. « J'emmène le PS aux élections et je serai peut-être candidat à ma propre succession », dit Elio Di Rupo, qui appelle un septuagénaire victorieux à la rescousse. « Je suis comme Bernie Sanders. » Il sait que certains des coreligionnaires voyaient une autre distribution. « Un casting, il faut bien en faire un. Il y avait mille et une combinaisons possibles. On a choisi celle-là et on travaille dans la sérénité. Qu'il y ait des protagonistes qui disent autre chose, je le sais et je le comprends. Mais ça me fait plaisir qu'on s'intéresse au PS. Se demande-t-on si Olivier Chastel est bien à sa place au MR ? »

Un haut responsable résume finalement l'état d'esprit : « Nous ne sommes certainement pas dans des conflits de personnes comme en a vu au MR ou au CDH. Ici, c'est plutôt une déprime sur la façon de rebondir. Nous sommes un peu comme en 1999, à la fin de Busquin. Et là, super Elio est arrivé. » ■

D.Ci et B.Dy

militants « Les chefs, ils viennent quand c'est la campagne ! »

Moins « parti de masse » tel qu'on l'entendait lorsque, il y a vingt ou trente ans, les formations social-démocrates européennes étaient d'un bloc, le PS garde une base militante importante, affichant 90.000 membres, et un maillage en « sections » qui reste capital dans l'organisation du parti. Ces militants, que disent-ils ? Nous en avons réuni quelques-uns à Bruxelles, à la table d'un café, pour une conversation improvisée. Et nous sommes allés à leur rencontre à Morlanwelz, lors d'une conférence-débat.

Paroles de militants. Parmi d'autres. Brut de décoffrage...

A Bruxelles, Sylvie tranche : « Le PS doit éliminer le double discours selon qu'il est dans l'opposition ou dans la majorité. On a tendance à faire des politiques centristes quand on gouverne. Pensez aux allocations d'insertion : je sais que c'était une coalition, que le VLD voulait ça à tout prix mais moi, je crois qu'on aurait dû en faire une affaire de gouvernement, il y a des choses sur lesquelles on doit refuser de reculer. Pour la laïcité, même chose. Mes parents m'ont enseigné que les religions, toutes les religions, devaient rester à la maison. On a un rôle éducatif ! L'égalité hommes-femmes, la dignité de la femme, tout ça doit nous inspirer tout le temps, alors le voile, tout ça, on doit oser dire non. »

Marc abonde : « Les grands chefs viennent dans les sections pour leur campagne... Pour les décisions, pourquoi ils ne consultent pas les sections ? Il y a des canaux à suivre. Des gens qui travaillent à la base. Les privilégiés

et les fils de, ce n'est pas la démocratie interne, ça ! On doit faire attention. » Jacques, à ses côtés : « Que fait-on avec le syndicat et la mutuelle ? Au 1^{er} Mai, on défile séparément. Il faut rétablir des ponts dans l'Action commune, sinon on finira pas être juste un parti électoral. »

Elio Di Rupo au boulevard de l'Empereur ? « Il a l'expérience, il est le plus populaire, il est fort. On se demande quand même si Paul Magnette ne devait pas rester au parti. Elio est marqué comme Premier ministre. C'est à lui de prouver qu'il est à la bonne place. C'est bien d'avoir lancé le chantier des idées. Si on ne se redresse pas, ils vont continuer avec leur gouvernement de droite qui massacre les gens et la Belgique. On a besoin du PS ! Nous, on est prêts à se mobiliser. » Le MR ? Sylvie : « Ils sont dans la revanche par rapport au PS, ils ne se rendent pas compte de ce que la N-VA est en train de faire ! »

A Morlanwelz, la section du PS de Thuin avait convié le public pour un débat sur l'enseignement, « qui ne joue plus son rôle d'ascenseur social ». Quarante-vingts sièges sont installés pour le public. Un universitaire de renom s'est déplacé. Seule une vingtaine de chaises sont occupées.

« La demande est énorme »

Le PS peine-il à mobiliser son public ? « Les formes de militantisme ont changé, dit Charlyne Moretti, secrétaire fédérale de la fédération du PS de Thuin. Nous ne sommes plus dans les années 60, 70 ni même 80. Beaucoup de

gens ne sont plus conscients qu'ils doivent se battre pour garder leurs acquis sociaux. Je pense qu'un retour vers la base s'impose, il faut rendre la parole aux militants. Cela va nous permettre de nous ressourcer. » Un militant présent sur place ne dit pas autre chose. « Progressivement, le contact avec la base s'est perdu. La demande est énorme auprès des militants. Il n'y a plus d'assemblée, de réunion de comité, de congrès dans les fédérations. Les fédérations doivent pouvoir faire savoir au boulevard de l'Empereur ce qu'elles pensent. »

Marcel Jacobeus, concierge et postier à la retraite, a, lui, carrément quitté le PS. Il en pince pour le PTB. « Le PS n'est plus tellement de gauche. Les exclusions du chômage, ça a tout cassé. Mon gamin est revenu à la maison. Il touche 470 euros par mois. Je connais deux ou trois personnes au PTB. Marco Vanhees (député fédéral PTB, NDLR) est de Morlanwelz. C'est une alternative. Le PS doit davantage défendre les gens. Je veux un PS à l'ancienne, plus radical. » José, un ancien professeur : « Le PS ne parle plus que par communiqué de presse. Mais il faut voir les gens, sentir leur haleine ! »

Cela étant, Elio Di Rupo convainc : « C'est une personnalité d'Etat, dit une militante. Il a une dimension que personne d'autre ne peut revendiquer, et il est très proche des gens. » Le bourgmestre de Morlanwelz, Christian Moureau conclut : « Elio doit-il rester ou pas ? Je n'ai pas d'avis là-dessus. Mais je constate une chose : au carnaval de Morlanwelz, j'étais avec lui et

Paul Furlan. Les gens ont pris sept photos de nous. Je pense qu'Elio a dû poser un millier de fois. » ■

D.Ci et B.Dy